



Section de Vénissieux

Date : 9/11/2018

Amendement Retenu Rejeté

1 contre, 49 pour

FICHE D'AMENDEMENT

ATTENTION, UN SEUL AMENDEMENT PAR FICHE

SITUATION DANS LE TEXTE

Numéro de partie (préambule ou partie de 1 à 6) : 2

Page 8: **Créer deux nouveaux sous-chapitre : 2.2 Le défi écologique exige une véritable révolution, et .3 : Ménager nos lieux de vie en passant de l'état de compétition à celui de coopération.**

RÉDACTION DE L'AMENDEMENT

Page 8

► **Après la ligne 19 : créer un nouveau sous-chapitre : 2.2 Le défi écologique exige une véritable révolution**

L'urgence écologique *et sociale* suscite des mobilisations nouvelles témoignant d'une prise de conscience qu'il nous faut contribuer à politiser avec l'apport de nos idées révolutionnaires, pour les renforcer et ouvrir une perspective.

Le capitalisme exploite l'humain et les ressources naturelles pour son profit égoïste. La nature devrait être un bien commun de l'humanité tout entière au lieu d'être marchandisée, voire parfois privatisée. Il est le principal responsable de la crise écologique et du réchauffement climatique. Il provoque pollutions, réfugiés climatiques, épuisement des terres, famines, difficulté d'accès à l'eau, guerres... Le sort de l'humanité et celui de la planète sont indissociables et la pollution n'a pas de frontières : comment protéger les écosystèmes, la biodiversité quand l'humain est en souffrance ?

Mais pour le capitalisme tout a un prix. Il marchandise la nature afin de répandre ses productions sur les marchés du monde entier et le carbone est une valeur cotée en Bourse.

Le capitalisme est anti-écologique. L'idée de « capitalisme vert » est une illusion : on ne peut répondre au défi écologique sans s'attaquer à la domination du capital, à ses pouvoirs, à ses règles, à ses critères, à la façon dont il imprègne notre culture et nos modes de vie. Par exemple, lorsque le GIEC annonce qu'il

Les fiches sont à retourner à : pcf@venissieux.org

faudrait dépenser 2 400 milliards d'euros par an pendant 20 ans pour limiter le réchauffement climatique, il met en évidence un défi dont l'ampleur exige au fond une véritable révolution. »

Page 8

► **Rajouter un sous-chapitre 2.3 : Ménager nos lieux de vie en passant de l'état de compétition à celui de coopération.**

Alors qu'ils devraient être le produit d'un dialogue maîtrisé et équilibré entre l'homme et la nature, nous faisons le constat des conséquences désastreuses de la transformation de nos territoires en supports inertes de productions marchandes, en « appuis techniques » aliénés au système capitaliste. Les métropoles devenant le symbole de l'accumulation du capital.

Ces conséquences désastreuses sont sociales (précarisation du logement et du travail, exclusion sociale, insécurité, déclassement et perte de repère), et spatiales (ségrégations, spéculation foncière, gentrification, privatisation de l'espace public, concentration géographique des biens et services, etc.).

Elles sont aussi environnementales (accroissement des risques sanitaires et environnementaux, perte de biodiversité, dégradation des patrimoines naturels et culturels, pertes d'aménités et de qualité de vie, etc.) et surtout économiques et politiques (agrobusiness mortifère pour les consommateurs, les paysans et la terre, concentration géographique des capitaux, privatisation des biens communs etc.).

Nous devons réaffirmer notre vision marxiste de la situation : le capitalisme, en épuisant la terre et le travailleur, a rompu de façon irréparable « l'interaction métabolique entre les êtres humains et la terre » et que ce problème exige « la restauration systématique » de cette relation nécessaire que l'agriculture à grande échelle et du commerce de longue distance ne fait qu'aggraver et étendre.

Il y a ainsi une impérative nécessité de concevoir et gérer collectivement le territoire comme un bien commun et la base concrète de production de nouvelles richesses soutenables basée sur une économie décarbonée et une réappropriation démocratique des outils/moyens de production.

Assumer ce préalable, c'est :

- Affirmer que le développement de nos territoires régionaux doit participer, de façon équilibrée, d'un même projet d'ensemble, ce qui nécessite la fin de l'hégémonie métropolitaine issue de logiques économiques capitalistiques mondialisées parfaitement insoutenables écologiquement et socialement ;
- Soutenir l'idée d'un pacte de coopération entre les villes et les campagnes, fondé un développement équilibré et solidaire, respectant les héritages culturels et naturels, la préservation des espaces naturels et agricoles, des mobilités décarbonées et la production de richesses économiques à partir des territoires locaux.
- Considérer que, pour cela, l'ensemble des savoirs locaux doit être mobilisé, pour mettre en œuvre des politiques territoriales démocratiques et solidaires avec tous ceux qui y vivent et en vivent – habitants, entrepreneurs, élus, techniciens, etc.
- Permettre le ré ancrage de nos modes de production et de consommation, basés sur la sagesse environnementale et sur des habitants co-constructeurs de leur lieu de vie, et non plus sur ceux issus de la métropolisation, de la privatisation des villes et de l'hyper technicisation énergétivores et inégalitaires.
- Baser le développement urbain sur le droit à la ville pour tous et non plus un moyen essentiel de l'accumulation du capital et de production de plus-value. Cela passe par le libre accès aux transports en commun, la maîtrise publique du foncier et de l'énergie, la municipalisation de l'eau dans le cadre d'un service public national de l'eau avec nationalisation des grands groupes Veolia, Lyonnaise..., la production de logement adaptée aux besoins des habitants, l'agriculture urbaine, des services publics de proximité...